

# [ EUFOR Libya ]

Première mission virtuelle de l'UE

AVRIL 2011



**ENTRETIEN** ' Janos Martonyi (présidence Hongroise UE) : « Régler la situation libyenne à long terme ne se résume pas à l'opération militaire ».



**DEBAT** ' « On doit activer Eufor Libya sur Misrata, il y a urgence » Arnaud Danjean (PPE). « L'Europe a perdu une bonne occasion de s'affirmer », Ana Gomes (S&D) - Parlement européen, sous-commission Défense.



**DOCUMENT** ' La lettre de Lady Amos (OCHA) à Lady Ashton (UE) (Exclusif ). Les deux scénarios humanitaires en Libye.



**DETAILS** ' La décision EUFOR approuvée. La décision EUFOR en détails. Un Italien aux commandes. Des éléments allemands et finlandais. La planification trop lente ? Les deux scénarios humanitaires en Libye.

**Rédacteur :**  
Nicolas Gros-Verheyde

**Web :**  
[www.bruxelles2.eu](http://www.bruxelles2.eu)

Eu  
10 euros

ENTRETIEN - Janos Martonyi (présidence Hongroise UE) : « régler la situation libyenne à long terme ne se résume pas à l'opération militaire »

*Avant le Conseil des ministres des Affaires étrangères du 12 avril, j'ai pu poser quelques questions au ministre Hongrois des Affaires étrangères (la Hongrie assure la présidence de l'Union européenne), Janos Martonyi, et recueillir ses impressions sur la situation politique et humanitaire en Libye.*

Une approche intéressante car elle émane d'un homme qui a connu « l'autre côté » du rideau de fer, était aussi aux manettes de la diplomatie hongroise lors de l'adhésion du pays à l'OTAN et de l'intervention au Kosovo en 1999.

**La Libye semble dans une impasse politique, qu'envisagez-vous pour sortir de là ...**

La question c'est comment construire la transition en Libye. C'est un problème que nous avons à chaque fois qu'il y a une dictature. Dans un régime politique autoritaire, aucune opposition bien organisée ne peut se former. On ne peut même pas apprécier la



notion de l'opposition en tant que telle (comme nous le faisons dans nos démocraties). Il est pourtant évident qu'on ne peut pas continuer à gouverner à l'ancienne, sans présenter une réelle alternative pour surmonter les difficultés. Dans cette situation extrêmement complexe et préoccupante, la communauté internationale a une responsabilité importante comme les pays voisins qui ont un intérêt direct dans la stabilité de la région. (...) Nous avons vu la très large solidarité internationale qui vient

d'émerger en moins d'un mois pour tenter de juguler la politique dévastatrice et les atrocités débridées du régime Kadhafi. On ne peut pas parler d'une impasse. Mais il faudra encore du temps pour trouver les réponses les plus adéquates, autant sur le plan militaire que politique et social, en impliquant tous les acteurs concernés, y compris l'opposition libyenne.

« Dans un régime politique autoritaire, aucune opposition bien organisée ne peut se former »

**La plupart des pays de l'Est semblent réticents sur une opération militaire en Libye. Comment l'expliquez-vous ? Quelle est la position de la Hongrie ?**

Je ne pense pas qu'il existe une prise de position particulière à l'Europe centrale et orientale sur la Libye. Chaque pays de notre région a une approche de cette question en fonction de son adhésion à l'OTAN ou à l'UE, tout en participant aux décisions de ces organisations. Pour la Hongrie, bien que nous ne soyons pas membre du Conseil de sécurité de

l'ONU, notre pays a toujours soutenu l'adoption et l'exécution des deux résolutions du Conseil (1970 et 1973) relatives à la Libye. Nous soutenons aussi l'intervention de l'OTAN depuis le début. Un choix qui obéit d'une part à la priorité donnée à la protection de la population libyenne et, d'autre part, à l'efficacité militaire qui peut être assurée sous la direction de l'OTAN. Nous aurions été content si le régime de Kadhafi avait suivi les résolutions du Conseil de sécurité de sa propre volonté. Mais il est devenu clair très tôt que sans une intervention militaire déterminée, une effusion de sang restait possible qu'il fallait absolument empêcher.

« Sans une intervention militaire déterminée, une effusion de sang restait possible qu'il fallait absolument empêcher »

**Vous ne participez pas à cette mission ?**

Aucune demande expresse ne nous a été adressée, ni en relation avec les opérations militaires actuelles (pour protéger la population civile et pour contraindre le régime à un embargo d'armes, ainsi qu'au respect de la zone d'exclusion aérienne), ni pour une

contribution militaire hongroise. Il faut néanmoins souligner que l'OTAN a pris en charge la direction intégrale des opérations militaires. Une décision prise par consensus, auquel a pris part la Hongrie.

« Le règlement de la situation libyenne à long terme ne se résume pas à l'opération militaire »

**Jusqu'à quand continuer les opérations ?**

Le mandat prévu par la résolution du Conseil de sécurité stipule de continuer les opérations tant que la protection de la population les rendent nécessaires. Mais, on reste également conscient que le règlement de la situation libyenne à long terme ne se résume pas à l'opération militaire. La priorité est que le peuple libyen puisse prendre son destin en main.

**Vous avez été en Egypte récemment, quel sentiment en tirez-vous sur la situation humanitaire en Libye ?**

Effectivement, nous devons consacrer toute notre attention à la situation humanitaire que ce soit en Libye ou dans les territoires bordant ses frontières. Lors de ma visite, j'ai pu constater que si la situation

humanitaire reste encore maîtrisable grâce aux efforts des autorités locales et des organisations internationales ou des ONG travaillant sur le terrain. Mais elle s'avère toujours incertaine et peut tourner au pire. L'UE doit continuer à élaborer des plans pour soutenir ces actions humanitaires pour protéger la population civile. Cela permettra si la situation le rend nécessaire, d'appuyer les efforts de l'ONU.

**Ne devrait-on pas déployer – comme on l'a fait dans d'autres crises (Géorgie, Yougoslavie) des observateurs européens aux frontières de pays qui peuvent être fragiles (Niger, Soudan, Tunisie) afin d'observer la situation, de prévenir de possibles dérapages ?**

La question du déploiement des observateurs de l'Union européenne ne s'est pas encore posée concrètement. Mais pourquoi pas. L'Union continue à poursuivre des consultations avec les partenaires internationaux (NB : l'Union africaine) ainsi qu'avec les pays de la région. Et c'est sur cette base qu'on pourra prendre des décisions sur la forme de notre action ultérieure.

(8 avril 2011)

« On doit activer Eufor Libya sur Misrata, il y a urgence » A. Danjean

*Arnaud Danjean, le président de la sous-commission défense du Parlement européen, que B2 a eu au téléphone, n'est pas content de l'attentisme européen sur la Libye. Alors que la situation de Misrata (ouest de la Libye) est difficile, que les habitants ont besoin de vivres, de médicaments, ...*

*« l'Union européenne reste inactive. Nous avons pourtant décidé la mise en place d'une opération, dénommée EUFOR Libya. Mais celle-ci reste totalement virtuelle. Je plaide pour que l'UE active rapidement cette mission au moins sur Misrata. Il y a urgence. »*

L'eurodéputé français UMP-PPE regrette que l'Union européenne se soit « liée les mains en conditionnant le lancement de cette opération à une demande de l'OCHA. Autant il est logique que l'on place toutes nos missions dans le cadre fixé par les Nations-Unies, que l'on agisse sur une demande des Nations-Unies (NB : cela avait été le cas pour l'opération EUFOR Tchad avec une demande du

secrétaire général). Mais qu'on attende la requête d'une seule agence des Nations-Unies, ce n'est pas normal. » Et de conclure. « Il est dommage que la seule réponse européenne de la PSDC à la réponse libyenne soit aujourd'hui bloquée ».

(8 avril 2011)





## L'Europe a perdu une bonne occasion de s'affirmer, Ana Gomes

*Venu parler de l'action de l'Europe de la défense sur la Libye, et en particulier d'EUFOR Libya, le secrétaire général adjoint du SEAE, Maciej Popowski, n'avait pas la tâche facile en se déplaçant à la salle IG3 du Parlement européen ce mercredi après-midi. Expliquer aux eurodéputés que les 27 ont, certes, décidé d'une action « EUFOR Libya » mais que celle-ci est pour l'instant « au frigo », est tout sauf populaire et crédible.*

« L'Union européenne a perdu une bonne occasion de s'affirmer, de devenir visible sur la sécurité et de défense commune » a précisé Ana Gomes. La députée socialiste portugaise est particulièrement remontée devant la faiblesse de la prestation européenne. Je lui ai demandé, après la séance, de préciser pourquoi autant de courroux ?

Réponse : « Je ne comprends pas comment l'Union continue à parler d'une mission de soutien militaire alors qu'on nous affirme qu'elle ne pourra agir que sur requête de l'OCHA et qu'on sait que l'OCHA ne demande rien.

*(...) Nous avons l'obligation de mettre en application l'embargo depuis la première résolution du Conseil sécurité (1970) votée le 26 février. Qu'attend-on pour mettre en place une mission de surveillance ou d'observation aux frontières de cet embargo, type EUBAM ou EUMM ? »*

### **Il faut répondre aux besoins et venir en aide rapidement à Misrata**

M. Popowski nous répond que « les Etats membres sont très divisés. Je pourrais comprendre la réponse si Me Ashton avait pris une initiative, en vertu de ses pouvoirs de Lisbonne, ai proposé une mission et se soit heurtée au refus des Etats membres. Mais ce n'est pas le cas. Elle n'a pris aucune initiative. » Et l'eurodéputée de conclure : « Il faut répondre aux besoins quand ils existent, venir en aide à Misrata rapidement et de

*façon limitée, il ne faut pas attendre ».*

NB : on peut remarquer la quasi-unanimité au sein de la sous-commission Défense, sur ce sujet, à l'exception de Geoffrey Van Orden, député Tory et ancien brigadier de la British Army, qui bataille régulièrement pour la destruction de la PeSDC avec un tel humour qu'il nous ravit à chaque fois qu'il prend la parole (même si je ne partage pas tout à fait... le fond de son discours).

(13 avril 2011)



## La réponse de Lady Amos (OCHA) à Lady Ashton : non merci !

**La sous-secrétaire générale aux Affaires humanitaires de l'ONU, Valerie Amos, a adressé, le 11 avril, à sa compatriote, et paire, la Baroness Ashton, Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères un courrier la remerciant de l'aide de l'UE.**

Dans cette lettre, la directrice de OCHA explique en détail pourquoi elle refuse l'aide humanitaire. Une lettre très intelligente. « *Nous ne voulons pas compromettre notre capacité à fournir l'assistance humanitaire à toute la population dans le besoin en étant perçu comme associée à des opérations militaires. Les alternatives civiles doivent être explorées pleinement et épuisées avant que des moyens militaires étrangers soient utilisés dans des opérations de soutien humanitaire* », écrit-elle à la date du 11 avril. « *Actuellement, l'assistance humanitaire est en train d'atteindre les populations touchées à Misrata et dans d'autres zones de Libye, sans assistance ou soutien militaire* », ajoute-t-elle, tout en détaillant ensuite les

différents besoins nécessaires : rapatriement d'étrangers bloqués à Misrata, ainsi qu'aux frontières, soins médicaux d'urgence, aide alimentaire et en eau dans les zones de combat. Valerie Amos appelle ainsi les Etats membres à continuer leur financement augmenter et renforcer leur réponse humanitaire à l'est de la Libye par des « *moyens civils* ».

On peut remarquer que, parmi les moyens envoyés à Misrata, figuraient des moyens turcs civils sous une solide escorte militaire, permettant d'évacuer 300 blessés, dont certains très graves (dimanche, 250 restaient toujours hospitalisés dans neuf établissements en Turquie). De même ont accosté à Benghazi des navires militaires britannique ou italien. Soit à peu près ce que pourrait ou voudrait faire l'UE... Il est assez incompréhensible ainsi de permettre à certains pays comme les Turcs (qui participent indirectement à l'opération de l'OTAN par la mise à disposition du commandement aérien

d'Izmir) et certains Européens (qui participent plus directement aux opérations de force de l'ONU) d'amener des moyens militaires mais pas l'Union européenne en tant que telle (qui n'est pas partie prenante au conflit). Il est vrai que Valerie Amos n'a semble-t-il pas autorisé de tels déploiements, du moins officiellement. Conformément à la résolution des Nations-Unies, ceux-ci ont été notifiés au secrétaire général...

NB : Valerie Amos est ancienne présidente de la chambre des Lords (juste avant Cathy Ashton) et secrétaire au développement du gouvernement de Tony Blair en 2003. La coordination des ONG en Libye est assurée par deux ONG britanniques : « Save the Children UK » et « Oxfam UK ».

Dear Baroness Ashton,

*Baroness*

Further to my letter of 28 March, thank you again for the support of the European Union (EU) and its Member States to the Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) and its key partners in response to the Libya crisis.

As I stated in my letter of 9 April to all NATO and EU Member States, it is important that we make every effort to preserve the core humanitarian principles of impartiality, neutrality and independence and follow the guidance on the use of foreign military and civilian defence assets in Libya.

We must not compromise our ability to deliver humanitarian assistance to all people in need by being perceived to be associated with the ongoing military operations. Civilian alternatives should be fully explored and exhausted before foreign military assets are used to support humanitarian operations.

Currently, humanitarian assistance is reaching affected populations in Misrata and other areas of Libya without military support/assistance. I would like to continue to explore these options before invoking foreign military support. OCHA stands ready to request EU assistance, including through EUFOR military and civil defense assets, should the humanitarian situation in Libya require us to do so.

The following humanitarian needs have been identified in Libya. Thousands of third country nationals need to be evacuated who are stranded in Misrata, and assistance provided to repatriate them. Assistance is also needed to thousands who are stranded at border areas and living in camps. Inside Libya, in areas affected by the fighting, medical supplies and services are urgently needed, as well as food assistance and clean water.


Bearing in mind these needs, it would be helpful if you could encourage EU Member States to continue to fund, increase and bolster the humanitarian response in eastern Libya through civilian means.

Let me once again express my thanks to you and the EU for your support of the UN. OCHA is now establishing a presence in Benghazi and is currently finalizing an inter-agency needs assessment for eastern areas of Libya.

I am copying this letter to the Permanent Representatives of EU Member States here in New York as they have expressed particular interest in this issue.

Please do get in touch if you have any questions on the above.

Yours sincerely,



Valerie Amos

Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs  
and Emergency Relief Coordinator

## La décision EUFOR Libya : approuvée

*La procédure écrite (\*) a pu aller jusqu'à son terme qui était fixé à 16h aujourd'hui. Tous les Etats membres ont donc approuvé, à l'unanimité (Chypre y compris), la décision (ancienne « Action commune ») visant à mettre sur pied une opération militaire de soutien humanitaire en Libye (EUFOR Libya).*

Les diplomates avaient décidé d'accélérer le travail. Réunis à deux reprises, ces derniers jours, les experts du groupe de travail « relations extérieures » (Relex) ont ainsi finalisé un texte pour la décision du Conseil.

### Quartier-général à Rome

Le quartier-général d'opération sera bien fixé à Rome, comme mentionné dans les conclusions du Sommet européen. Même si l'hypothèse d'un OHQ à Bruxelles a été envisagée, cette option n'a pas été retenue, selon nos informations. Le nom du commandant d'opération a également été avalisé, il s'agit du Rear-admiral Claudio Gaudiosi (lire article séparé). Celui-ci était

présent à Bruxelles afin de valider les derniers points financiers (notamment le mécanisme Athena) et préparer les détails de l'opération. Selon l'habitude, c'est en effet au commandant d'opération de préparer l'OpPlan, le plan d'opération.

### Un petit coup de pouce de la présidence hongroise

La rapidité de décision tient à la volonté politique de plusieurs pays d'aller de l'avant. C'est indéniable. Mais aussi à la détermination de la présidence hongroise de l'UE – qui préside le groupe Relex, et non un délégué du Haut représentant comme pour les comités « affaires étrangères » (PESC) ou « défense » (PeSDC). Celle-ci a en effet décidé de forcer un peu la main aux amis chypriotes en passant la décision au vote. Comme quoi, la présidence tournante a du bon ! En échange de son acceptation de la décision, Chypre pourrait obtenir que le texte des autres documents programmatiques soient moins affirmatifs sur l'OTAN.

(31 mars 2011)

(\*) Une procédure écrite consiste pour chacun des pays concernés à répondre par Oui (ou Non) à deux ou trois questions : Etes vous d'accord avec la procédure écrite ? Etes vous d'accord sur le fond de la décision ? Etes-vous d'accord la publication au Journal officiel ?

### Interrogation... chypriote

Si la décision sur EUFOR Libya ne semble plus poser de gros problèmes, il reste encore une interrogation. On ne peut pas parler encore de « réserve ». C'est celle de la république chypriote. En effet, la décision mentionne la nécessité d'une « collaboration étroite » avec... l'OTAN. Sujet délicat pour la république chypriote qui se heurte régulièrement au veto turc sur l'élaboration d'un accord de sécurité. L'ambassadeur chypriote au COPS – que j'ai contacté – semblait pourtant confiant et m'a assuré qu'un accord pourrait être trouvé, au besoin en réécrivant ou en amendant légèrement le paragraphe concerné. N'oublions pas que le 1er avril est jour de la fête nationale grecque chypriote.

(31 mars 2011)



## EUFOR Libya, une opération « à la demande » : les détails

*La décision approuvée par le COPS, le comité politique et de sécurité, pour le démarrage d'EUFOR Libye est assez atypique dans les opérations de la politique européenne de sécurité et défense commune (PeSDC).*

On peut ainsi cerner six points caractéristiques peu ordinaires, dont le plus important est sans doute l'aspect « conditionnel » de l'opération, qui reste liée très précisément à la demande des Nations-Unies et à la situation sur le terrain.

### 1° Le déclenchement de l'opération : à la demande des Nations-Unies

D'ordinaire, l'UE répond à une situation existante avec un dispositif établi de façon plus ou moins précise. Ici, ce n'est pas le cas. Car EUFOR Lybia sera en fait calibrée selon les événements « à la lumière d'une évaluation actuelle du risque et de la menace » et de la « demande formulée » par le Bureau des Nations-Unies pour les Affaires humanitaires (OCHA). Il est

clairement indiqué ainsi que « toute décision de lancer l'opération doit être précédée d'une demande de OCHA ».

L'opération est placée sous un triple contrôle (disposition classique qu'on retrouve dans la plupart des décisions de la PeSDC) : contrôle politique par le COPS (les ambassadeurs du Comité politique et de sécurité), direction militaire par le comité militaire (qui regroupe les représentants militaires des Etats-Majors nationaux), responsabilité politique du Haut représentant.

### 2° Pour quoi faire ? : du soutien humanitaire

Le cadre politique de l'intervention européenne est clairement posé. Il s'agit de « fournir un appui à l'aide humanitaire dans la région ». Et pas plus. Un soutien qui couvre deux aspects : 1° « contribuer à assurer la sécurité des déplacements et l'évacuation des personnes déplacées », 2° « apporter son appui aux agences humanitaires dans leurs activités à l'aide de moyens spécifiques ».

Cette définition est assez



L'ambulance 301 du Nordic Battlegroup peut entrer directement dans le C130 et les soins intensifs continuer à être donnés durant tout le transport sans transfert du malade (Crédit : armée suédoise)

large pour englober à la fois la notion de « corridor humanitaire », de « pont aérien ou maritime » pour rapatrier ou acheminer les personnes déplacées, des différents endroits où elles se trouvent, et le comblement des « lacunes existantes » que pourraient rencontrer les agences humanitaires, notamment dans des endroits plutôt inaccessibles. Elle reste dans tous les cas limitée par le cadre posé dans les résolutions des Nations-Unies qui ont notamment appelé les Etats membres et leurs organisations régionales à pourvoir une aide humanitaire.

### 3° Dans quel lieu ? : dans la région

On peut remarquer d'ailleurs que le mot « dans la région » a été préféré à une localisation possible. L'opération peut ainsi se déployer où seront les besoins sur plusieurs pays. Si l'Egypte ou la Tunisie peuvent être considérées comme le terrain privilégié car c'est là où se trouvent les situations les plus nombreuses de personnes déplacées (\*), on peut penser aussi que le nord du Niger ou le nord du Tchad, où le nombre de réfugiés est encore limité mais augmente de façon constante et où surtout les conditions

d'accueil sont très limitées et les voies d'accès difficiles pourraient aussi être un terrain d'action.

Bien entendu, chacun pense même s'il ne le dit pas à la Libye, à Benghazi, Ajdabiya, voire Misrata notamment. Une « fact finding mission » du service diplomatique européen pourrait ainsi se rendre dans la région prochainement. Et l'Office européen d'aide humanitaire (ECHO) dispose déjà d'une équipe sur place (à Benghazi et Ajdabiya), de même qu'il a une équipe à la frontière tunisienne, à la frontière égyptienne, tandis que la situation à la frontière algérienne est suivie par le bureau d'ECHO en Algérie.

(\*) De façon concrète, le commandant de mission a d'ailleurs reçu le mandat d'entamer des consultations avec les gouvernements égyptiens et tunisien « pour s'assurer de leur accord à une présence militaire éventuelle de l'UE dans leurs pays respectifs ».

### 4° Avec qui ? La ligue Arabe invitée à participer

C'est une autre originalité de la mission. Vont participer bien entendu tous les Etats membres qui le désirent (sauf le Danemark



Hélicoptère norvégien et peloton de montagne (crédit : armée suédoise)

qui bénéficie d'un opt-out en matière de défense). Mais les pays de la Ligue arabe sont d'ailleurs nommément concernés et « invités à participer à l'opération ».

L'opération est « planifiée et conduite en collaboration étroite et en complémentarité avec OCHA qui coordonne la réponse humanitaire globale », ainsi qu'avec l'OTAN (un point qui suscitait encore jeudi quelques réticences chypriotes (lire encadré)) et d'autres acteurs. EUFOR Libya se devra ainsi de coopérer « étroitement » avec les coordinateurs des Nations-Unies comme ceux désignés par la Ligue arabe.

Des consultations pourront également être menées avec l'Union africaine (si nécessaire).

NB : Si nombre de missions ont reçu l'appui – symbolique ou plus concret de pays tiers (Russie pour EUFOR Tchad ou USA pour EULEX Kosovo par exemple), rares ont été les missions qui affichaient d'emblée une collaboration poussée avec une organisation régionale.

### 5° Avec quels moyens ?

Les moyens déployés seront fonction des besoins. Mais on peut estimer qu'il y aura trois besoins nécessitant au minimum d'être couverts : des moyens de transport aérien type Airbus ou C-130, des moyens médicaux et de communication. Chacun pense aux battlegroups. Mais au cabinet de Cathy Ashton, on dénie toute velléité d'emploi de ces groupements tactiques. Cependant plusieurs diplomates de différents Etats membres m'ont affirmé que cette option – si elle n'était pas retenue en l'état – pouvait être envisagée, au moins pour certains modules bien spécialisés des battlegroups.

Le budget commun a été fixé à 7,9 millions d'euros qui sont partagés entre les

26 Etats membres (les 27 sauf le Danemark) selon la clé du PIB. Ce qui donne selon une rapide évaluation : 1,6 M pour l'Allemagne, 1,3 M pour la France ou le Royaume-Uni, 1 M pour l'Italie. Il prend en charge notamment les frais d'un poste médical, d'acquisition satellite ou de transport stratégique d'éléments du battlegroup. Les autres frais sont pris en charge directement par les Etats participants.

Durée de la mission : 4 mois à compter de capacité opérationnelle initiale (IOC)

### 6° Et maintenant ? Une planification accélérée

Après la planification « prudente », voici la planification accélérée. Le COPS devrait ainsi adopter, en même temps, que la décision, « l'Instruction militaire initiale » (IMD) qui a été préparée par le comité militaire de l'Union européenne, réuni ce jeudi. Ce qui permettra de passer immédiatement à la planification pratique, c'est-à-dire le Plan d'opération (OpPlan) et les règles d'engagement (ROEREQ). Il ne devrait pas ainsi y avoir de concept d'opération.

L'opération ne sera cependant lancée,

pratiquement, qu'après l'approbation de ces documents qui doivent être préparées par le commandant d'opération. Mais comme le confirme un haut diplomate européen, « *il faut être prêt à tout, envisager tous les scénarios, et on ne peut pas attendre que le pire soit là, pour tout planifier et préparer.* » Le but d'EUFOR Libya c'est donc « *d'être prêt à répondre, au cas où, et surtout de pouvoir rapidement monter en puissance* » précise un expert du dossier.

(1<sup>er</sup> avril 2011)

#### Carton plein des Italiens

On peut remarquer que les Italiens font un « carton plein » sur les opérations multinationales en Libye, offrant à la fois les différents quartiers généraux (Air, Mer, Conjoint) pour l'opération « Unified protector » de l'OTAN, et le commandant de la composante maritime, chargé de l'embargo sur les armes, le vice-amiral Rinaldo Veri ; comme le quartier général pour l'opération de l'UE « Eufor Libya » ainsi que son commandant d'opération. Sans oublier qu'au service diplomatique, cette opération est coordonnée par le département « *réponse de crises* », dirigé par un Italien, Agostino Miozzo.

## Un Italien aux commandes d'EUFOR Libya

*Le Rear Admiral Claudio Gaudiosi doit être nommé chef de la mission de soutien humanitaire de l'UE en Libye (EUFOR Libya).*

Commandant adjoint du Quartier général interarmées d'opérations italien depuis quelques jours (il a été nommé le 2 mars !), il a été formé à la guerre électronique et sous-marine. Cet officier connaît aussi très bien l'information et les relations publiques, pour avoir exercé des fonctions à plusieurs reprises dans ce domaine. Dès le début, d'ailleurs...

Né à Naples le 10 avril 1953, après l'académie navale à Livourne (1972-1976), Claudio Gaudiosi embarque sur le destroyer *Intrepido* (1977-1978) comme officier d'information, puis sert sur la frégate *Perseo*, toujours aux mêmes fonctions (1981-1983). Il prend son premier commandement en 1983, à bord de l'ITS *Brenta*, un pétrolier-ravitailleur.

Il a servi à deux reprises sur le porte-avions *Garibaldi*, porte-avions aujourd'hui engagé dans l'opération de



l'OTAN « Unified protector », comme « Executive Officer » (1991 à 1993) puis comme officier commandant (1998-1999). Il participe notamment à la campagne de soutien à l'opération de l'ONU en Somalie (UNOSOM) visant notamment à assurer l'acheminement humanitaire. Il a également commandé la frégate « *Grecale* » (1993-1994).

Assistant du chef d'Etat-Major de la marine (2001-2003), il est promu Contre-Amiral en janvier 2002, et prend la tête du département du personnel en 2003. En 2004, il passe au Ministère, devenant le chef adjoint du cabinet du ministre de la Défense, Antonio Martino (2004 à 2006), et chef du département des relations publiques de l'Etat-Major de la marine (2006-2009). En février 2009, il prend le commandement des forces maritimes italiennes

(COMITMARFOR). A ce titre il commande notamment l'exercice « Loyal Midas » en Méditerranée, à bord de l'Etna, visant à entraîner la force de réaction rapide de l'OTAN. Depuis le 2 mars 2011 il est le commandant adjoint du Quartier général interarmées d'opérations italien. (31 mars 2011)

### Le commandement d'EUFOR Libya se constitue

Plusieurs pays ont décidé d'envoyer des officiers à Rome pour préparer et planifier l'opération EUFOR Libya. Outre l'Italie, la Finlande et l'Autriche ont déjà confirmé, début avril, envoyer des officiers. Selon nos informations, la Finlande enverra 3 officiers : le chef de division de l'état-major des opérations de l'état-major, un officier principal de la division de la planification et un juriste. L'Autriche devrait, de son côté, envoyer 2 officiers d'Etat-Major (le Parlement autrichien doit approuver cet envoi, cette semaine). Le ministre de la Défense, Darabos, n'a pas exclu, dimanche, d'envoyer d'autres soldats de l'armée fédérale (l'Autriche dispose de 180 soldats en astreinte dans un des deux battlegroups européens d'astreinte ce semestre).

(9 avril 2011)



## Des éléments allemands et finlandais ?

### Une participation allemande

Le gouvernement fédéral allemand se prépare à soumettre une proposition parlementaire pour l'envoi de forces militaires allemandes au large de la Libye. Il mise sur un large soutien des groupes politiques pour une mission humanitaire.

Elle consisterait (notamment) à fournir des unités de sécurité de la Bundeswehr, au besoin avec des navires de la Marine, pour accompagner des navires chargés d'aide humanitaire. Le lieu n'est pas précisé. Mais on peut penser à trois ports libyens – Benghazi, Tripoli ou Misrata (le ravitaillement en Egypte ou Tunisie ne nécessite pas, en effet, d'escorte armée). On peut ainsi faire une analogie avec les bateaux du PAM ou de l'AMISOM en Somalie qui sont escortés par les navires européens.

Sans entrer dans tous les détails, le ministre des Affaires étrangères allemand, Guido Westerwelle a confirmé cet engagement qui reste

conditionné (comme celui d'Eufor Libya) à une chose : la demande des Nations Unies. « *S'il y a une demande, nous n'allons pas nous dérober à nos responsabilités, bien sûr* » a déclaré le ministre sur la chaîne de télévision N24. « *L'Allemagne est favorable à l'engagement humanitaire avec des forces issues de son Battlegroup* » a-t-il précisé. (7 avril 2011)

### Des éléments du Battlegroup nordique

Le Battlegroup nordique constitué autour de la Finlande, de la Suède avec des forces d'Estonie, d'Irlande, de Norvège et de Croatie est prêt à intervenir si on lui donne le feu vert politique. Selon un des gradés qui participe à cette opération avec qui j'ai pu m'entretenir, « *Le Nordic Battlegroup est en stand by depuis le 30 juin. Et bien sûr*



*nous sommes préparés à prendre part à l'opération en Libye si le niveau politique le décide* ». On ne peut être plus clair... Côté politique, Alexander Stubb, le ministre des Affaires étrangères n'a pas exclu de demander une réunion du Parlement finlandais – un préalable dans ce pays – pour se prononcer sur la question. Ce avant les élections générales (qui se déroule le 17 avril) selon la presse locale. Il ne serait cependant pas question de l'envoi du battlegroup dans son entier mais de certains de ces éléments. (5 avril 2011).

## La planification trop lente ? Quelques réponses

Non *“l’opération EUFOR libya ne se planifie pas à un rythme d’escargot”* a indiqué un diplomate européen au fait du dossier. Mais, oui, avec l’OCHA nous nous sommes mis dans une véritable *“usine à gaz”*, reconnaît-il. Un propos qui semble approuvé par plusieurs diplomates de différents Etats membres (mais pas par d’autres). Tout cela mérite un peu d’explications...

### **La planification est-elle bloquée ?**

D’un point de vue formel, la planification suit son cours, *“à un rythme plutôt rapide et même accélérée”*. L’équipe du rear-admiral Gaudiosi (commandant d’EUFOR Libya) planche<sup>2</sup>, en fait, *“non pas sur un plan d’opération mais sur plusieurs projets”*, selon les options qui seront définitivement approuvées et la demande du Bureau de coordination des Affaires humanitaires (OCHA). Et plusieurs pays ont déjà indiqué leur disponibilité à participer à l’opération (France, Italie, Allemagne, Autriche, Finlande, Rép. Tchèque, Malte... d’après

mes informations). *“Mais ce n’est pas là où est le problème. Le problème c’est l’accord de l’OCHA”*. L’OpPlan et la génération de forces ne pourront, en effet, être officiellement approuvés qu’après le feu vert de OCHA qui, apparemment, n’est toujours pas décidé à le donner ;

### **Pourquoi l’UE s’est lié à un aval de l’OCHA ?**

Cette disposition a surgi, en mars, sur une initiative de plusieurs pays (Allemagne, Irlande, Suède) et du Haut représentant comme une possibilité de compromis permettant d’approuver la décision EUFOR Libya. *“Nous ne sommes pas vraiment rendu compte de l’usine à gaz dans lequel on se fourrait”* avoue notre interlocuteur.

### **Comment juge-t-on l’attitude l’OCHA en interne ?**

*“J’ai l’impression que tout ce dialogue est dominé par l’idéologie qui n’a aucun*

*rapport avec ce qui se passe sur le terrain et dans la réalité. C’est du fondamentalisme. OCHA n’était d’ailleurs pas présente sur le terrain jusqu’à peu.”* Il y a aujourd’hui au moins *“20.000 étrangers coincés à Misrata”*, entre le port et dans la ville.” D’autres organisations comme le HCR (réfugiés) ou l’OIM (migrations) de la galaxie des Nations-Unies *“ont une approche beaucoup moins dogmatique”*...

NB : on peut préciser que Valérie Amos a failli intégrer l’Union européenne. Candidate au poste d’envoyé spécial auprès de l’Union africaine, elle avait été recalée faute de pratiquer la langue de Voltaire. Autant dire qu’elle a gardé une petite dent contre l’UE.

(19 avril 2011)

## Les deux scénarios « humanitaires » en Libye

*Selon le dernier tableau de bord de la situation humanitaire en Libye, les organisations internationales devraient assister en Libye entre 1,5 et 5 millions de personnes.*

### Deux scénarios extrêmes

Dans le scénario le « plus probable » (1,5 millions de personnes), il faudrait assister 973.000 personnes en Libye, dont 327.000 personnes déplacées, et 535.000 personnes quittant le pays.

Dans le scénario du « pire » (5 millions personnes), on arriverait à 3,6 millions de personnes à assister en Libye (la moitié de la population libyenne et 80% de la population étrangère restant) et 1,4 millions de personnes fuyant la Libye.

NB : les données démographiques sont assez peu précises. On estime qu'il y avait, avant la crise, 2,5 millions de travailleurs migrants (dont 1,3 travailleurs venant d'Afrique subsaharienne).

### Les pays du sud de la Libye, exposés

Le UNHCR a prévu d'assister environ 535.000 personnes quittant le pays dont 250.000 en Egypte et Tunisie, 20.000 au Niger et 15.000 en Algérie. On peut remarquer que les prévisions de personnes fuyant le pays sont à peu près déjà atteintes, voire dépassées pour le Niger. La frontière sud de Libye voit en ce moment affluer plusieurs milliers de réfugiés par jour (2000 au Niger, quelques centaines au Tchad). Le Niger a déjà accueilli 30.000 personnes, le Tchad 6.000,

le Soudan 3.000 (au minimum).

Une augmentation assez logique, les populations africaines prenant la route du sud, plus longue et difficile, car désertique. Mais une situation qui peut, rapidement, devenir difficile. Car ces zones (désert du Ténéré, massifs montagneux de l'Aïr et du Tibesti) ne sont pas vraiment accessibles et très pauvres.

(9 avril 2011)



Camp en Tunisie à la frontière libyenne (Crédit : ONU/IRIN Kate Thomas)